

**ANNEXE 8 - CHRONOLOGIE AVRIL 1998 – MARS 1999**

<b>BURUNDI</b>	<b>RWANDA</b>	<b>CONGO (R.D.)</b>
<p><b>Avril 1998</b></p> <p><b>08.4 :</b> Publication par Human Rights Watch d'un rapport dans lequel elle accuse armée et guérilla de tuer, d'exploiter et de prendre en otage les civils plus qu'elles ne se combattent.</p> <p><b>10.4 :</b> Rejet par le gouvernement et le Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD) du rapport de Human Rights Watch.</p> <p><b>13.4 :</b> Annonce par le major Buyoya de la formation d'un nouveau gouvernement (suppression du poste de premier ministre et nomination de deux vice-présidents dont l'un issu du Frodebu).</p> <p><b>14.4 :</b> Offre par le Burundi de cofinancer le prolongement du chemin de fer Tanzanie -Zambie (TAZARA) de Kasama (Nord de la Zambie), jusqu'au port de Mpulungu, sur le lac Tanganyika.</p> <p><b>20.4 :</b> Arrestation et assassinat à Mubuga d'un cadre du Frodebu.</p> <p><b>21.4 :</b> Arrestation à Bujumbura de M. Pascal Ntihabose, secrétaire exécutif du Frodebu et de</p>	<p><b>01.4 :</b> Cérémonies d'enterrement de 6.000 personnes dans la commune de Rukara (Kibungo). Ouverture d'une semaine consacrée à la mémoire des victimes du 1<sup>er</sup> au 7 avril 1998.</p> <p><b>03.4 :</b> Suspension du Major A. Cyiza (ex-FAR), président de la Cour de cassation et vice-président de la Cour suprême du Rwanda.</p> <p><b>16.4 :</b> Décision du Conseil de sécurité de l'ONU de réactiver la commission d'enquête internationale sur les ventes illégales d'armes aux miliciens Interahamwe et ex-FAR.</p> <p><b>20.4 :</b> Prestation de serment de deux nouveaux députés à l'Assemblée Nationale de transition (major Rose Kabuye, ancien préfet de la Préfecture de la ville de Kigali, et Jean Baptiste Rucibigango, ancien rédacteur du journal <i>La Nouvelle Relève</i>).</p> <p><b>23.4 :</b> Le ministre rwandais des Affaires étrangères, dans une conférence de presse (Kigali) cite «<i>certaines preuves montrant le rôle de la France dans le génocide</i>».</p> <p>-Demandes de grâce</p>	<p><b>03.4 :</b> Dissolution par le gouvernement de l'Azadho, la principale association de défense des droits de l'homme du pays.</p> <p>-Persistance de la tension entre soldats banyamulenge et les autres soldats.</p> <p><b>07.4 :</b> Arrestation à Goma de l'enquêteur C. Harland, membre canadien de la mission d'enquête de l'ONU.</p> <p><b>10.4 :</b> Démenti par la Belgique des allégations de trafic d'armes à Lubumbashi.</p> <p>-Selon le HCR, expulsion par les militaires de la RDC de 500 réfugiés, en majorité des femmes et des enfants, de la région d'Uvira.</p> <p>-Visite du président Kabila au Nord-Kivu.</p> <p><b>14.4 :</b> Fermeture de la route entre Beni et Butembo. Envoi de renforts militaires. Poursuite de l'opération visant à déplacer les populations vivant le long des frontières avec le Rwanda et l'Ouganda.</p> <p><b>15.4 :</b> La RDC accusé par le Rapporteur spécial de l'ONU pour la situation des droits de l'homme dans ce pays, Roberto Garreton de violations graves des libertés fondamentales.</p> <p><b>19.4 :</b> Décision par le Secrétaire Général des N.U.</p>

<p>M. Joas Nduwayo à Gitega.</p> <p><b>22.4</b> : Suite aux arrestations, refus par le Frodebu de participer au débat national.</p> <p>-Annonce par le gouvernement du report du débat national prévu du 22 au 25 avril à une date ultérieure.</p> <p>-M. Bent Nielsen, d'origine danoise et Directeur au Burundi de l'organisation humanitaire <i>Adventist Relief and Development Agency</i> (ADRA) tué à Bujumbura lors d'une tentative de vol de sa voiture.</p> <p><b>23.4</b> : Mort de 76 personnes, rebelles et civils, lors d'une attaque perpétrée par des rebelles hutu à l'est de Bujumbura.</p> <p>-Annonce d'une tournée par l'ancien président tanzanien Julius Nyerere dans six nations (Burkina Faso, Nigeria, Afrique du Sud, États-Unis, France et Suisse) afin de relancer les pourparlers de paix dans l'impasse.</p> <p>-Le CNDD accuse le gouvernement d'avoir tué 88.000 personnes depuis sa prise de pouvoir en juillet 1996 et l'armée d'être responsable des récentes tueries.</p>	<p>adressées au président rwandais, M. Pasteur Bizimungu par le Pape Jean Paul II, Amnesty International, l'Union Européenne et Mme Mary Robinson (Haut Commissaire des N.U. aux Droits de l'Homme) en faveur de 22 condamnés à mort pour participation au génocide.</p> <p>-Déclaration par le Premier ministre, M. Pierre Célestin Rwigema que <i>«l'exécution en public est une décision d'un État souverain qui veut montrer aux Rwandais et au monde que la vie est sacrée et que toute atteinte à la vie sera punie de manière exemplaire»</i>.</p> <p><b>24.4</b> : Selon l'Association IBUKA <i>«l'application de la peine de mort publiquement est le seul moyen d'éradiquer l'impunité, de décourager les tueurs»</i>.</p> <p>-Dénonciation par l'Association Rwandaise de défense des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques (ADL) des exécutions publiques.</p> <p><b>27.4</b> : Annonce par le TPIR de l'arrestation au Burkina Faso du colonel Alphonse Nteziryayo, ancien préfet de Butare accusé d'incitation directe et publique à commettre le génocide et de crimes contre l'humanité.</p>	<p>du retrait de la mission d'enquête chargée des investigations sur les massacres de réfugiés rwandais pendant la guerre.</p> <p><b>20.4</b> : Réunion à Bukavu entre les autorités du Sud-Kivu et leurs homologues de la préfecture rwandaise de Cyangugu (sécurité le long des frontières communes).</p> <p><b>21.4</b> : Annonce de l'arrestation au Kivu de plusieurs des témoins interrogés par la Commission d'enquête, dont les noms figuraient sur le document de l'enquêteur Harland (des membres d'ONG et du Chef coutumier Kalinda).</p> <p><b>23.4</b> : Suspension par le gouvernement congolais de la radio catholique « Amani ».</p> <p><b>24-26.4</b> : Réunion à Kinshasa des ministres de l'Intérieur de la RDC, d'Ouganda et du Burundi avec la participation du HCR (accords bilatéraux de sécurité aux frontières communes aux trois pays).</p> <p><b>27.4</b> : Enlèvement de M. Nsapu Paul, président de la Ligue des électeurs (LE) et de son adjoint, M. Sabin Banza au sortir de l'Ambassade de Belgique à Kinshasa par les agents de l'Agence Nationale de renseignements (ANR).</p>
---	--	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p><b>Mai 1998</b></p> <p><b>01.5 :</b> Rafle de 500 personnes à Bujumbura pour retrouver des Rwandais et des Congolais en situation irrégulière ainsi que des rebelles burundais.</p> <p><b>07.5 :</b> Visite du Secrétaire Général de l'ONU au Burundi. Demande du président Buyoya à M. Kofi Annan d'agir en faveur de la levée de sanctions contre son pays et de l'établissement d'un tribunal international sur le Burundi.</p> <p><b>08.5 :</b> Signature par environ 50 journalistes de médias publics et privés d'une pétition demandant au président Pierre Buyoya de mettre fin à des « <i>violations flagrantes de la liberté de la presse</i> ».</p> <p><b>11.5 :</b> Annonce de la destitution par le CNDD et son aile armée, les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD), de leur dirigeant fondateur Léonard Nyangoma et son remplacement par le</p>	<p><b>01.5 :</b> L'ancien Premier ministre du gouvernement intérimaire, M. Jean Kambanda plaide coupable devant le TPIR.</p> <p><b>05.5 :</b> Arrestation de M. Antoine Bizimana, ancien directeur de cabinet à la primature, accusé de génocide.</p> <p>- Disparition de M. Emmanuel Munyemanzi, chef de production à la télévision rwandaise en rentrant de son travail.</p> <p><b>08.5 :</b> Visite de travail de la présidente de la Cour d'appel du TPIR.</p> <p>- Visite du secrétaire général de l'ONU (boycott du dîner officiel par le président de la République, le vice-président et le ministre des Affaires étrangères).</p> <p><b>08.5 :</b> Visite de travail de deux jours d'une délégation de l'Union Européenne conduite par le ministre britannique des Affaires étrangères, M. Tony Lloyd.</p> <p><b>11.5 :</b> Demande de libération du colonel Gratien Kabiligi et du major Aloys Ntabakuze par leurs avocats (irrégularité procédurière et maltraitance par la police kenyane lors de l'arrestation)</p> <p>- Suspension de la Mission des N.U. pour les Droits de</p>	<p><b>07.5 :</b> Déclaration par le président Kabila que la situation est totalement maîtrisée dans le Nord-Kivu. Critiques contre les agissements des organisations humanitaires qui apporteraient de l'aide aux groupes armés dans le Nord-Kivu.</p> <p><b>08.5 :</b> Mise en détention pendant 24 heures à Kinshasa puis expulsion de M. Sliman Baldo, membre de Human Rights Watch au terme d'une mission en RDC.</p> <p>- Octroi de l'asile politique pour des raisons humanitaires par le Niger à trois ex-officiers de Mobutu : l'amiral Mavua et les généraux Nzimbi et Baramoto.</p> <p><b>17.5 :</b> Anniversaire de l'arrivée au pouvoir du président Kabila : seulement deux présidents africains présents : les présidents Patassé (Centrafrique) et Mugabe (Zimbabwe).</p> <p><b>18.5 :</b> Arrestation du président de la radio et de la télévision nationales (RTNC), M. Kajangwa José et quelques uns de ses collaborateurs et renvoi de leurs fonctions (diffusion d'un reportage sur les atrocités de la guerre en Afrique, dont celle de l'AFDL à l'est du pays).</p>

<p>colonel Jean Bosco Ndayikengurukiye.</p> <p><b>12.5</b> : Invitation du président Pierre Buyoya à un sommet régional en RDC.</p> <p><b>15.5</b> : Une délégation du gouvernement burundais effectue une visite de trois jours en Tanzanie pour établir les bases de pourparlers de paix en juin 1998 entre tous les partis.</p> <p><b>20.5</b> : Annonce par M. Julius Nyerere que tous les partis en conflit acceptent de se rencontrer à Arusha le 15 juin 1998.</p> <p><b>25.5</b> : Rencontre entre l'ancien président Sylvestre Ntibantunganya et le président ougandais Yoweri Museveni à Kampala.</p> <p><b>27.5</b> : Appel des évêques au dialogue comme moyen de réconciliation.</p> <p><b>30.5</b> : Le Frodebu déclare soutenir totalement le partenariat établi entre le gouvernement et l'Assemblée nationale.</p>	<p>l'Homme au Rwanda.</p> <p><b>15.5</b> : Nomination par le Conseil du gouvernement du Dr. Emile Rwamairabo, directeur du Centre hospitalier de Kigali, au poste de recteur de l'Université Nationale du Rwanda en remplacement de M. Charles Muligande, élu Secrétaire Général du FPR.</p> <p><b>16.5</b> : Voyage consultatif à Kigali des présidents ougandais et érythréen.</p> <p>- Assassinat à Nairobi de M. Seth Sendashonga, ancien ministre de l'intérieur.</p> <p>18.5 : 14 enfants tués et 3 autres blessés lors d'une attaque nocturne dans un internat à Gisenyi.</p> <p><b>22.5</b> : Le Comité permanent de la Conférence Episcopale des Evêques, contrairement aux déclarations du ministre des Affaires étrangères, réaffirme qu'il n'y a pas de mésentente entre l'Eglise et l'État.</p> <p><b>25.5</b> : Début de la réinstallation par le gouvernement de milliers de villageois déplacés par la guerre dans le nord-ouest du pays.</p> <p><b>30.5</b> : Réunion de deux jours à Kigali sur l'utilisation du Fonds d'Aide aux Rescapés.</p>	<p><b>18.5</b> : Interpellations dans le même cadre du ministre de l'information et porte-parole du gouvernement, M. N'Ghenda Raphaël et M. Yerodia Ndombasi, directeur de cabinet du président de la République.</p> <p><b>19.5</b> : Condamnation des prisonniers politiques (évadés à la mi-avril 1998 puis recapturés) ainsi que des personnes accusées de complicité : M. Olenghankoy à 15 ans de prison, Z'Ahidi Ngoma à 12 mois avec sursis, Masau à 20 ans de réclusion. Acquittement de M. André Shetter (Belge).</p> <p><b>21.5</b> : Mise en détention du directeur de publication du journal <i>Vision</i>, M. Thierry Kyalumba Kabonga. Condamnation à 12 mois de servitudes pénales par la Cour de sûreté de l'État de l'Editeur du journal <i>L'Alarme</i>.</p> <p><b>25.5</b> : Arrestation de deux journalistes du <i>Soft</i>.</p> <p><b>30.5</b> : Rencontre entre le président Kabila et M. Tshisekedi au Centre de Kimbembe, près de Lubumbashi.</p> <p>- Le président Kabila a rencontré les soldats ex-FAZ rentrés de la Zambie pour négocier leur intégration officielle dans la nouvelle armée congolaise.</p>
---	---	---

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p><b>Juin 1998 :</b></p> <p><b>03.6 :</b> Visite d'une délégation de l'Union Européenne. Annonce par M. Aldo Ajello de la levée possible des sanctions contre le Burundi au début des pourparlers de paix d'Arusha.</p> <p><b>04.6 :</b> Approbation d'une Constitution transitoire par l'Assemblée.</p> <p><b>07.6 :</b> Le major Buyoya, président de la République et M. Léonce Ngendakumana, président du Parlement, signent l'Acte Constitutionnel de Transition.</p> <p><b>11.6 :</b> Prestation de serment du président Buyoya selon les dispositions de la Constitution transitoire. Nomination de deux vice-présidents (un d'origine hutu et un d'origine tutsi) et suppression du poste de premier ministre.</p> <p><b>12.6 :</b> Nomination par le président de la République de 22 ministres dont 12 provenant de la majorité parlementaire et 10 de l'opposition.</p> <p><b>15.6 :</b> Début des pourparlers de paix à Arusha. Participation de M. Léonard Nyangoma en tant que président du CNDD malgré l'annonce de sa suspension</p>	<p><b>01.6 :</b> Conférence de la table ronde à Stockholm sur le Rwanda en collaboration avec la Banque mondiale : 250 millions de US \$ réunis (financement du programme de réforme économique 1998-2000).</p> <p>- Manifestation pacifique par environ 30.000 personnes contre l'insurrection rebelle dans la commune de Mbongo (préfecture de Kigali rurale).</p> <p><b>02.6 :</b> Déclaration par la délégation de l'Union Européenne en visite au Rwanda que les membres ont l'intention d'adopter une position commune vis-à-vis de suspects du génocide vivant sur leur territoire.</p> <p>- Huit bandits armés, déserteurs de l'APR abattus au cours d'une tentative de hold-up à Kigali.</p> <p><b>04.6 :</b> Le FPR accusé devant la <i>commission d'information sur le rôle de la France au Rwanda</i> par l'ancien ministre français de la Coopération, Bernard Debré, d'avoir tué le président Habyarimana.</p> <p>- Mise sur pied par l'OUA</p>	<p><b>01.6 :</b> Déclaration par le président Kabila qu'il n'y a pas de conflit entre son pays et l'Ouganda.</p> <p><b>05.6 :</b> Selon la commission non-gouvernementale sur les violations massives des droits de l'homme commis en RDC, 200.000 réfugiés seraient tués en RDC à majorité hutu et civils congolais (rapport élaboré en collaboration avec l'ASADHO, ex-AZADHO).</p> <p><b>06.6 :</b> Un étudiant en théologie tué à Kinshasa au cours d'une attaque de la maison religieuse où il vivait. Message d'indignation de l'archevêque de Kinshasa, le cardinal Etsou suite aux attaques successives perpétrées contre plusieurs communautés sacerdotales et religieuses.</p> <p><b>19.6 :</b> Organisation à Kinshasa d'une journée de réflexion de la presse locale. Décision par le président Kabila de la mise en liberté de cinq journalistes. Requête de quelques participants (journalistes et éditeurs) à garantir la liberté d'expression.</p> <p>- Création par le gouvernement d'un Fonds pour la reconstruction</p>

<p>par son mouvement.</p> <p><b>16.6</b> : Consultations privées entre les participants aux pourparlers d'Arusha et M. Julius Nyerere.</p> <p><b>17.6</b> : Message du président ougandais Museveni aux protagonistes dans le conflit burundais de dépasser le sectarisme et de viser la démocratie et l'intérêt des Burundais.</p> <p><b>18.6</b> : Déclaration par le CNDD et le FDD que toute solution de paix n'est acceptable que si elle garantit leurs objectifs de sécurité et de démocratie pour tous.</p> <p><b>21.6</b> : Signature par 17 factions burundaises d'un texte commun prévoyant un cessez-le-feu au plus tard le 20 juillet, avec promesse de revenir aux négociations à cette date.</p> <p><b>23.6</b> : Déclaration par le Commissaire européen responsable du développement, de la coopération et des relations extérieures avec les pays ACP, João de Deus Pinheiro, selon laquelle l'Union Européenne voulait reprendre petit à petit sa coopération avec le Burundi.</p> <p>- Déclaration par un officier supérieur que l'armée continuera ses opérations normales malgré le cessez-le-feu annoncé.</p>	<p>à Ouagadougou d'une commission de sept membres chargée d'examiner les circonstances qui ont permis d'aboutir au génocide.</p> <p><b>07.6</b> : Attaque en pleine journée des infiltrés du camp des déplacés de Kinihira dans la commune de Kayove (Gisenyi) : 40 tués et plusieurs blessés.</p> <p><b>08.6</b> : Nomination de Mgr. Kizito Bahujimuhigo en qualité d'évêque du diocèse de Ruhengeri, en remplacement de Mgr. Phocas Nikwize, porté disparu lors du rapatriement des réfugiés rwandais au Congo.</p> <p><b>24.6</b> : Dénonciation par Amnesty International des disparitions et des assassinats commis aussi bien par les groupes d'opposition armée que par l'armée régulière.</p>	<p>nationale, pour le financement des projets prioritaires du plan triennal.</p> <p><b>21.6</b> : Condamnation par le Conseil militaire de l'ancien chef de la sécurité militaire, M. Sikatenda Shabani, à deux ans de prison pour arrestation arbitraire, torture et incitation à la haine dans sa province d'origine (Est de la RDC).</p> <p><b>24.6</b> : Annonce de l'arrestation depuis le début du mois de mai 1998 de M. Fabrice Michalon, volontaire de l'organisation Médecins du Monde.</p> <p><b>29.6</b> : Tenue à Kinshasa du 3<sup>ème</sup> sommet du COMESA (Marché Commun de l'Afrique orientale et australe). Participation des chefs d'État du Zimbabwe, de la Namibie, du Burundi, du Malawi, de la Zambie et du Kenya. Plusieurs chefs d'État sont représentés par un membre du gouvernement.</p> <p>- Retour à Kinshasa de M. Tshisekedi de son village où il était relégué.</p> <p><b>30.6</b> : Introduction du franc congolais.</p>
--	--	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p><b>Juillet 1998</b></p> <p><b>01.7 :</b> Le président Buyoya réaffirme son engagement envers les négociations pour la paix suite aux affrontements qui ont éclaté entre l'armée burundaise et les rebelles. 34 soldats burundais tués.</p> <p>- La faction armée dissidente du CNDD-FDD considère l'accord d'Arusha « <i>complètement irréaliste</i> » et le rejette.</p> <p>- Réouverture du bureau du CICR après une absence de deux ans.</p> <p><b>04.7 :</b> Environ 19 personnes (dont 10 rebelles) tuées dans deux incidents différents au sud du pays (intervention des forces de sécurité et incendie d'un minibus).</p> <p><b>09.7 :</b> Message du ministre des Affaires étrangères aux diplomates indiquant que la levée de l'embargo est une « <i>nécessité urgente pour la bonne marche des pourparlers de</i></p>	<p><b>02.7 :</b> Condamné pour vol, désertion et abus de pouvoir, le Lt. Colonel Fred Nyamurangwa est rétrogradé par la cour militaire.</p> <p>- Dans un procès collectif mettant en cause 35 personnes accusées de génocide : 3 personnes condamnées à mort, 19 à perpétuité et 5 acquittées par la Chambre spécialisée du Tribunal de Première Instance de Kibuye.</p> <p><b>03.7 :</b> Trois religieuses de la congrégation des Soeurs Chrétiennes dont une Canadienne (paroisse de Bungwe) attaquées par une bande armée d'une quarantaine de personnes. Des rebelles hutu sont soupçonnés.</p> <p><b>05.7 :</b> Visite en Tanzanie du président Bizimungu à la tête d'une délégation d'opérateurs économiques (participation à la Foire des produits économiques).</p> <p><b>16.7 :</b> Discussions entre le gouvernement et le HCDH sur l'orientation de ses activités (plus vers l'éducation aux droits de l'homme et non vers la dénonciation de violations).</p> <p><b>17.7 :</b> Octroi par le Fonds de soutien aux rescapés d'un prêt de 58 millions de francs rwandais aux 138 associations</p>	<p><b>01.7 :</b> Rentré à Kinshasa après sa relégation, M. Etienne Tshisekedi affirme qu'il continuera d'ignorer l'interdiction des activités politiques décrétée par le pouvoir en place.</p> <p>- Annonce par le chef d'État-major de l'armée ougandaise d'avoir transféré à Ntabi (15 km à l'intérieur du territoire de la RDC), une base d'opération contre les rebelles des Forces Démocratiques Alliés (FDA).</p> <p><b>06.7 :</b> Marche de protestation organisée à Kinshasa par l'AFDL pour dénoncer le rapport de l'ONU.</p> <p><b>07.7 :</b> Déclaration par Tshisekedi (conférence de presse) « <i>qu'il est de son devoir de travailler ensemble avec l'AFDL...dans le cadre d'une constitution à élaborer ensemble</i> ». Appel à la population de résister à l'instauration d'une nouvelle dictature au pays.</p> <p><b>09.7 :</b> Encerclement du domicile de M. Tshisekedi et arrestation de 12 de ses collaborateurs.</p> <p><b>11.7 :</b> Le président Kabila démet le commandant James Kabarehe (Rwandais) de ses fonctions de chef d'État-major intérimaire des FAC, le nomme au poste de conseiller militaire spécial et le remplace</p>

<p>paix ».</p> <p><b>11.7</b> : Un employé de l'organisation humanitaire <i>Austrian Relief Program</i> (ARP) tué et un autre porté disparu après une attaque sur la route de Bujumbura.</p> <p><b>29.7</b> : Fin de la deuxième série des pourparlers de paix d'Arusha. Prochaine rencontre prévue pour le 12 octobre (démocratie, bonne gouvernance et sécurité).</p> <p><b>30.7</b> : Visite de 3 jours à Bujumbura de M. Reginald Moreels, secrétaire d'État belge chargé de la coopération au développement.</p> <p>- M. Renato Ricciardi, membre du personnel du PAM tué par des assaillants non identifiés devant son domicile à Bujumbura.</p> <p>- Annonce par le ministère de l'Éducation de la restitution à l'église des biens confisqués dans les années '70 sous Bagaza.</p>	<p>d'assistance aux rescapés du génocide de la préfecture de Butare (frais de scolarité et médicaux).</p> <p><b>19.7</b> : Visite de Mme Louise Arbour, Procureur du TPIR.</p> <p><b>21.7</b> : M. Pierre Célestin Rwigema, Premier ministre, élu président du nouveau comité directeur du MDR en remplacement de M. Bonaventure Ubalijoro. La présidence du conseil technique (chargé de la réforme idéologique) confiée à M. Anastase Gasana, ministre des Affaires étrangères.</p> <p>-Enlèvement à Rwaza (Ruhengeri) de deux prêtres belges.</p> <p><b>22.7</b> : Mort à Gisenyi, du colonel Léonard Nkundiyi, commandant des infiltrés avec 300 de ses partisans.</p> <p><b>27.7</b> : Annonce par le PNUD du passage du programme d'urgence au programme de développement durable (lutte contre la pauvreté, renforcement de la société civile et du secteur privé).</p> <p><b>26.7</b> : 40 personnes tuées suite à une attaque des infiltrés se déclarant membres du groupe <i>Ingabo za Yesu</i> (armée de Jésus) chargés de libérer les prisonniers innocents et de renverser le pouvoir actuel.</p>	<p>par un Congolais, M. Kifwa Célestin de la Police Nationale et ex-général des FAZ.</p> <p><b>13.7</b> : Condamnation par le Conseil de sécurité des N.U. des massacres et autres atrocités commis en RDC (rapport d'enquête). Rejet du contenu du rapport par le gouvernement congolais.</p> <p><b>14.7</b> : Rencontre entre les présidents de la Namibie, de l'Angola et de la RDC (sécurité dans la sous-région).</p> <p><b>17.7</b> : Critique du Conseil de sécurité des N.U. par Human Rights Watch et Amnesty International (réponses données à la RDC et au gouvernement rwandais sur les massacres, atrocités et violations des lois humanitaires commis dans l'ex-Zaïre considérées comme excessivement faibles).</p> <p><b>27.7</b> : Annonce par le directeur de cabinet de la Défense, le commandant Kokolo, de la fin de la présence des soldats rwandais et autres étrangers sur le territoire congolais.</p> <p><b>29.7</b> : Embarquement à l'aéroport de N'Djili à Kinshasa d'environ 600 militaires rwandais, y compris James Kabarehe.</p> <p><b>30.7</b> : Le ministre d'État Bugera porté disparu.</p>
--	--	--



BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p><b>Août 1998</b></p> <p><b>02.8 :</b> Annonce par la Belgique d'un effort international afin de promouvoir la paix.</p> <p>- Clarification par le ministre des Affaires étrangères, Erik Derycke des commentaires faits par M. Moreels, secrétaire d'État à la coopération au développement selon lesquels la coopération belge devrait se concrétiser dans les mois à venir.</p> <p>- Le porte-parole du CNDD stupéfait par les commentaires de M. Moreels concernant la reprise imminente de la coopération en dépit du non respect par le Burundi des conditions démocratiques imposées par la communauté internationale.</p> <p><b>10.8 :</b> Les écoles,</p>	<p><b>03.8 :</b> Annonce de la mort du colonel Dr. Froduald Mugemanyi, médecin militaire des FAR en 1994 avec 20 infiltrés, dans la cellule Musebeya à Ruhengeri.</p> <p><b>04.8 :</b> Sur décision des autorités de la préfecture de Kigali, instauration de rondes nocturnes.</p> <p><b>05.8 :</b> Visite de 3 jours en Zambie du président de la République, M. Pasteur Bizimungu.</p> <p>- Constat au cours d'une réunion des procureurs généraux et des procureurs de la République que 7.000 personnes détenues pour participation au génocide seraient passées aux aveux.</p> <p><b>12.8 :</b> Mise en garde aux autorités de Kinshasa et condamnation des arrestations, du pillage et des mauvais traitements infligés aux Rwandais et au Rwandophones</p>	<p><b>02.8 :</b> Combats opposant les militaires banyamulenge et rwandais aux FAC.</p> <p><b>03.8 :</b> Déclenchement de la rébellion dans l'est du pays. Certains officiels du gouvernement dont le ministre des Affaires étrangères, Bizima Karmaha la rejoignent. Le Rwanda accusé comme agresseur.</p> <p><b>04.8 :</b> Le ministre rwandais des Affaires étrangères, Anastase Gasana, nie toute implication de son pays.</p> <p>- Arrestation de centaines de Tutsi à Kinshasa.</p> <p>- Détournement par les rebelles d'un avion commercial vers la base de Kitona au Bas-Congo avec 400 soldats.</p> <p><b>05.8 :</b> Bukavu tombe. Poursuite des combats à Uvira.</p> <p>- Z'ahidi Ngoma (Forces du Futurs) présenté comme le leader de l'insurrection, déclare qu'il s'agit d'une lutte de tous les Congolais et non d'une bataille des Banyamulenge et des Rwandais.</p> <p><b>06.8 :</b> Uvira tombe. Le président Kabila accuse le Rwanda et l'Ouganda de mener une guerre d'agression.</p> <p>-Rencontre des leaders politiques et militaires de la rébellion. Bizima Karaha nommé chef adjoint de la rébellion.</p> <p>-Le porte-parole de l'armée ougandaise nie toute participation de son pays au conflit.</p> <p>-Le département d'État américain ainsi que le secrétaire général de l'ONU appellent au respect de l'intégrité territoriale et demandent aux pays voisins de s'abstenir de toute intervention.</p> <p><b>07.8 :</b> Muanda et Banana tombent.</p> <p><b>09.8 :</b> Beni tombe.</p> <p>- Refus par les autorités congolaises de tout règlement politique à la crise avant le départ</p>

<p>les sites de regroupement, les personnes âgées et les enfants, « cibles faciles », de plus en plus attaqués par les rebelles avec l'appui des miliciens Interahamwe rwandais et des troupes ex-FAR.</p> <p><b>16.8</b> : Afflux des réfugiés fuyant les combats en RDC dans la province de Cibitoke (2.961 personnes, 400 arrivées par jour). Collaboration entre le HCR et le ministère de la réinstallation.</p> <p><b>18.8</b> : Début des pourparlers sur la reconstruction et le développement au Burundi à Ottawa. Participation de M. Julius Nyerere, médiateur du processus de paix, des bailleurs de fonds et des ministres du gouvernement burundais.</p>	<p>vivant en RDC.</p> <p><b>14.8</b> : Remise par l'ambassadeur de Grande Bretagne au président de l'Assemblée Nationale, M. Joseph Sebarenzi, du matériel de traduction simultanée et d'enregistrement d'une valeur de 65 millions de francs rwandais.</p> <p><b>15.8</b> : Le sénateur du parti socialiste flamand, M. Patrick Hostekint, de retour d'une visite privée au Rwanda, plaide pour une normalisation des relations avec la Belgique.</p> <p><b>21.8</b> : La Présidence de la République condamne les pays membres de la SADC intervenus aux côtés du président Kabila sans consulter ses voisins immédiats. Déclaration que le conflit au Congo est un conflit interne.</p> <p><b>22 et 23.8</b> : Congrès à Paris du Rassemblement pour le Retour des Réfugiés et la Démocratie au Rwanda.</p>	<p>des troupes étrangères.</p> <p><b>11.8</b> : Le secrétaire général de l'ONU déplore les incursions aux frontières de la RDC et les persécutions ethniques par les deux parties.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Demande adressée par le représentant de la RDC à l'ONU pour l'ouverture d'une enquête sur l'agression rwando-ougandaise.</li> </ul> <p><b>12.8</b> : Bunia tombe.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réunion des chefs de la défense de la SADC (Communauté de Développement de l'Afrique Australe) en Zambie.</li> </ul> <p><b>13.8</b> : Remplacement de Célestin Kifwa, chef d'État-major intérimaire par Joseph Kabila, fils du président.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 40 ex-généraux des FAZ se mettent à la disposition des FAC.</li> <li>- Le barrage hydroélectrique d'Inga (Bas-Congo) aux mains des rebelles.</li> <li>- Le Conseil de sécurité des N.U. lance un appel à l'arrêt des hostilités en condamnant les ingérences extérieures sans citer les pays et en exigeant la cessation immédiate des persécutions ethniques.</li> </ul> <p><b>14.8</b> : Les rebelles accusent le Zimbabwe et Cuba de soutenir Kabila.</p> <p><b>14.8</b> : Dénonciation et condamnation de l'agression rwando-ougandaise par le Conseil National des ONG de Développement (CNONGD).</p> <p><b>15.8</b> : Début à Kinshasa de l'évacuation des étrangers.</p> <p><b>16.8</b> : Visite du président Kabila à Luanda (entretiens avec les présidents Dos Santos et Sam Nujoma de la Namibie).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A Goma, la rébellion se dote d'une direction politique et prend le nom de RCD : Rassemblement Congolais pour la Démocratie, avec Wamba dia Wamba comme chef; un conseil directeur de 9 membres et 7 départements.</li> </ul> <p><b>17.8</b> : Lubutu et Tingi-Tingi tombent.</p> <p><b>18.8</b> : Le président Mugabe du Zimbabwe assure avoir des preuves sur l'implication rwando-ougandaise et annonce qu'une réponse favorable à l'appel du président</p>
--	--	--

	<p>Kabila a été donnée par cinq ministres de la Défense de la SADC dont l'Angola, le Zimbabwe, la Namibie et la Zambie.</p> <p>-Envoi par l'Afrique du Sud de ses ministres des Affaires étrangères et de la Défense auprès de l'Ouganda et du Rwanda (tentative d'une solution politique).</p> <p><b>19.8</b> : Condamnation par plusieurs organisations humanitaires de la coupure de courant à partir du barrage d'Inga par les rebelles, vu les conséquences sur la population (pénurie d'eau potable).</p> <p>- Déclaration de Paul Kagame, vice-président du Rwanda à propos de la déception de son pays et d'autres voisins sur les orientations prises par le président Kabila.</p> <p><b>21.8</b> : Arrivée à Kinshasa d'un premier contingent de 600 soldats du Zimbabwe.</p> <p><b>22.8</b> : Entrée en RDC des troupes angolaises par l'enclave de Cabinda.</p> <p>- Organisation d'une rencontre de médiation par l'Afrique du Sud entre l'Ouganda, le Rwanda et la RDC avortée. Le président Kabila y délègue son ministre de la Justice, le président Mugabe décline l'invitation.</p> <p><b>23.8</b> : Reprise de la ville de Kitona par les troupes angolaises. Prise de Kisangani par les rebelles avec le concours d'un régiment ougandais.</p> <p>- Offre de médiation de M. Tshisekedi.</p> <p><b>25.8</b> : Entrée des troupes namibiennes. L'Ouganda reconnaît officiellement la présence de ses militaires en RDC.</p> <p><b>26.8</b> : Des troupes rebelles pénètrent dans des quartiers de Kinshasa.</p> <p>- Kalemie tombe.</p> <p><b>30.8</b> : Visite de Kabila au Zimbabwe. Moba tombe.</p> <p><b>31.8</b> : Kabila accuse l'Afrique du Sud de soutenir les rebelles (vente d'armes et de munitions au Rwanda).</p>
--	---

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p><b>Septembre 1998</b></p> <p><b>07.9 :</b> Entretien entre les présidents Arap Moi du Kenya et Buyoya du Burundi (révision éventuelle des sanctions). - Conclusion d'un accord sur l'établissement de cinq commissions de travail pour les pourparlers de paix du processus d'Arusha. - Annonce de la réouverture d'une représentation diplomatique du Burundi en Tanzanie.</p> <p><b>08.9 :</b> Afflux de réfugiés burundais dans l'ouest de la Tanzanie (fuite des combats).</p> <p><b>25.9 :</b> Les réfugiés qui ont traversé la frontière RDC-Burundi pour se rendre dans la province de Cibitoke au Burundi estimés à 7.159 entre le 14 et le 20 septembre.</p> <p><b>26.9 :</b> Le président Buyoya lance un appel à la levée des sanctions devant l'Assemblée Générale de l'ONU. - Environ 2.446 réfugiés arrivés à Kigoma en Tanzanie entre le début du mois d'août et le 15 septembre, selon le</p>	<p><b>05.9 :</b> Attaque par les infiltrés du cachot communal de la commune Kivumu (Kibuye). Environ 140 prisonniers repris sur 360.</p> <p><b>10.9 :</b> Transfert au TPIR de Juvenal Kajelijeli, ancien bourgmestre de Mukingo, arrêté au Bénin.</p> <p><b>15.9 :</b> L'ex-gouverneur de la BNR, M. Rwakayigamba Pierre, accusé de génocide, entendu par la Chambre spécialisée de Kibungo.</p> <p><b>17.9 :</b> Création d'un comité chargé de louer les maisons libérées (occupées illégalement par les non-propriétaires).</p> <p><b>19 et 20.9 :</b> Rencontre à Bruxelles des partis de l'opposition : l'Union Nationale Rwandaise (UNAR), les Forces de Résistance Démocratiques (FRD), le Rwanda National Liberation Mouvement (RNLM) et le Rassemblement pour le Retour des Réfugiés et la Démocratie au Rwanda (RDR). But : création d'une plate-</p>	<p><b>03.9 :</b> L'Afrique du Sud change sa position sur la guerre en RDC et se félicite de l'intervention militaire organisée par le Zimbabwe, la Namibie et l'Angola. - M. Kofi Annan se dit encouragé par les pourparlers. - L'Ouganda et le Rwanda accusés par le président Kabila d'avoir détruit les structures dans l'ouest du Congo et d'avoir massacré des Hutu.</p> <p><b>12.9 :</b> Aucun accord de cessez-le-feu obtenu lors des pourparlers de paix organisés par l'OUA à Addis Abeba (retrait des délégations ougandaises et rwandaises).</p> <p><b>14.9 :</b> Dénonciation par les Forces Républicaines Fédéralistes (FRF), un parti politique du Sud-Kivu, de l'abandon par la communauté internationale des Tutsi congolais menacés « d'extermination ». - Une coalition congolaise de défense des droits de l'homme déplore l'absence de mesures concrètes de la part de l'ONU et appelle la population à résister aux sentiments xénophobes. - Le président Chiluba de la Zambie chargé des pourparlers de paix dans le conflit congolais par le sommet de la SADC de Maurice.</p> <p><b>15.9 :</b> Déclaration de Mme Susan Rice, sous-secrétaire d'État adjoint américain chargée des Affaires africaines, du danger de régionalisation de la guerre congolaise avec l'intervention</p>

HCR.	<p>forme commune.</p> <p><b>20.9</b> : Visites consultatives respectives à Kigali des présidents zambien et tanzanien (la guerre en RDC).</p> <p><b>25.9</b> : Arrestation de M. Paul Appolinaire Rugelinyange, un des chefs des infiltrés et 30 de ses complices.</p> <p><b>28.9</b> : Organisation de l'élection des comités de cellule pour la population féminine de la préfecture de Gitarama. Les mêmes élections à tous les niveaux administratifs du pays (cellules, secteurs, communes) annoncées.</p> <p><b>29.9</b> : Tenue d'une réunion à Ruhengeri par le ministre de l'intérieur, M. Sheik Abdul Karim Harerimana avec des délégués des ministères concernés par la sécurité (exhortation à ne pas suivre les enseignements des infiltrés).</p> <p>- Organisation d'un séminaire pour le perfectionnement des enseignants du primaire par le Ministère de l'éducation en collaboration avec l'UNESCO/PNUD.</p>	<p>militaire de l'Angola, du Zimbabwe et de la Namibie.</p> <p>- Grâce à une aide libyenne, envoi par le gouvernement soudanais de 2.000 soldats à Kindu, dans la province du Maniema (est de la RDC).</p> <p><b>16.9</b> : Enrôlement de 25.000 jeunes de la capitale et projet de distribution d'armes à la population dans le cadre de l'organisation d'une force d'autodéfense populaire.</p> <p>- Déclaration de soutien à la RDC par le Tchad.</p> <p><b>16.9</b> : Le Gabon condamne « l'occupation » de la RDC par des troupes étrangères.</p> <p><b>19.9</b> : Visites au Rwanda et en Ouganda des présidents zambien et tanzanien.</p> <p><b>20.9</b> : Attaque de Goma par des guerriers Mayi-Mayi et des miliciens Interahamwe.</p> <p>-Déclaration de soutien du déploiement de troupes dans l'est de la RDC par le parlement ougandais.</p> <p>- Tenue à Libreville (Gabon) du sommet de l'Afrique centrale sur les « mécanismes de paix » en RDC. Mise sur pied d'un comité de suivi et de concertation dirigé par le président gabonais.</p> <p><b>25.9</b> : Discussion au Conseil de sécurité des N.U. de la crise en RDC (appel à un cessez-le-feu et au respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international).</p>
------	---	---

BURUNDI	RWANDA	CONGO (RD)
<p><b>Octobre 1998</b></p> <p><b>08.10</b> : Affirmation par un chercheur international de l'implication des rebelles et du gouvernement burundais dans la guerre de la RDC.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Suite à l'attaque par les rebelles de plusieurs communes dans la province de Kayanza, décision de déplacement de populations, fermeture temporaire de la route nationale n°1.</li> <li>- Nomination de M. Rukingama, ministre de l'Information, à la tête de l'UPRONA, principal parti pro-tutsi, en remplacement de M. Charles Mukasi.</li> </ul> <p><b>12.10</b> : Début du troisième round des pourparlers de paix d'Arusha.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Proposition du groupe rebelle FROLINA aux pourparlers de paix d'Arusha d'une amnistie générale.</li> <li>- Rejet par la faction rebelle CNDD/FDD des pourparlers d'Arusha.</li> <li>- Déclaration de l'ancien dirigeant de l'UPRONA, Charles Mukasi, que les pourparlers de paix d'Arusha sont une</li> </ul>	<p><b>02.10</b> : L'ONU exhortée par le gouvernement rwandais à condamner le génocide des Tutsi entrepris en RDC ainsi que la haine raciale et ethnique.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Jean Paul Akayesu, ancien bourgmestre de la commune de Taba déclaré coupable par le TPIR de 9 chefs d'accusation sur 15 actes d'accusation.</li> </ul> <p><b>04.10</b> : Condamnation par le TPIR de M. Jean Kambanda, ex-premier ministre (1994) à perpétuité pour génocide et crime contre l'humanité.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des opérations militaires organisées dans le nord-ouest du pays pour chasser les miliciens Interahamwe.</li> </ul> <p><b>14.10</b> : Rencontre à Kampala entre le président Museveni et le général Kagame.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre de personnes déplacées est en constante augmentation dans les préfectures de Ruhengeri et de Gisenyi et atteint</li> </ul>	<p><b>03.10</b> : Constat par les missions d'évaluation sur la situation humanitaire à l'est : 8.000 à 10.000 déplacés à Kalemie (Shaba) et à Uvira (Kivu) en majorité tutsi.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dénonciation de ces déplacements par le ministre de la justice, Mwenze Kongolo, comme une tentative du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda de créer un « Tutsiland » au Kivu.</li> </ul> <p><b>Du 04 au 05.10</b> : Les forces alliées de la RDC (troupes soudanaises et tchadiennes) et les FAC repoussent une attaque des forces rebelles.</p> <p><b>08.10</b> : Un cargo de 300 tonnes d'armes commandées avant le déclenchement de la guerre interceptées et détournées vers la rébellion à partir du port de Dar-es-Salaam.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déclaration de M. Joseph Mutambo, président de l'organisation banyamulenge, les Forces Républicaines et Fédéralistes (FRF), par rapport à l'éloignement de son mouvement de la rébellion.</li> </ul> <p><b>10.10</b> : Un avion Boeing 727 de Congo Airlines abattu par un missile sol-air de l'armée ougandaise à Kindu. Les 34 passagers et les 4 membres de l'équipage tués.</p> <p><b>12.10</b> : Abandon de la ville de Kindu par les FAC. Prise de la base aérienne et de la ville de Kindu.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-16 soldats zimbabwéens faits prisonniers par les rebelles dans</li> </ul>

<p>manoeuvre de la part des autorités pour institutionnaliser le racisme ethnique, le crime et le génocide.</p> <p><b>18.10</b> : Treize personnes tuées et 17 blessées lors d'une attaque nocturne des rebelles du PALIPEHUTU.</p> <p><b>22.10</b> : Clôture du troisième round des pourparlers de paix d'Arusha. Le quatrième round prévu en janvier 1999 (sur la reconstruction et le développement).</p> <p>- M. Ayite Jean-Claude Kpakpo (Bénin) nommé Haut conseiller de l'ONU auprès du médiateur du processus de paix au Burundi, M. Julius Nyerere.</p> <p><b>30.10</b> : Une attaque perpétrée par un gang armé à une vingtaine de kilomètres de Bujumbura se solde par 34 tués et 25 blessés.</p>	<p>478.637, selon le bureau d'OCHA au Rwanda.</p> <p><b>16.10</b> : Mise en évidence par la Commission internationale d'enquête de l'ONU sur le mouvement des armes dans la région des Grands Lacs d'un soutien aux ex-FAR, depuis l'Afrique du Sud et des liens avec les ex-FAZ et les groupes rebelles du Burundi et de l'Ouganda.</p> <p>- Annonce par le ministre de la Justice, Faustin Ntezilyayo du relâchement prochain d'environ 10.000 suspects de génocide sans dossier judiciaire.</p> <p><b>22.10</b> : Le président Mandela s'entretient avec le Général Kagame.</p>	<p>l'est de la RDC.</p> <p><b>14.10</b> : Entretien à Lubumbashi entre le président Kabila et son collègue du Zimbabwe.</p> <p><b>15.10</b> : Condamnation de l'ingérence militaire du Rwanda et de l'Ouganda dans la guerre congolaise par M. William Swing, nouvel ambassadeur des États-Unis au Congo.</p> <p><b>17.10</b> : Visite de 24 heures du président Kabila au Soudan.</p> <p><b>19.10</b> : Entretien entre le président sud africain Mandela et son homologue ougandais Museveni.</p> <p><b>23.10</b> : Dépôt au président Kabila du Projet de Constitution par la Commission des réformes institutionnelles.</p> <p><b>27.10</b> : Adoption d'un projet de cessez-le-feu ainsi que d'un mécanisme pour son application et contrôle à la conférence de Lusaka dans l'attente de consultations ultérieures avec toutes les parties. Décision que la Zambie, l'Afrique du Sud, le Mozambique, la Tanzanie, l'OUA et la SADC assureront le contact avec les rebelles.</p> <p><b>29.10</b> : Les rebelles du RCD reçus à Pretoria par le président Mandela.</p> <p><b>30.10</b> : Protestation du ministre des Droits humains, auprès du Haut Commissaire aux Droits de l'homme, contre la publication par l'ONU du rapport sur la situation des droits de l'homme en RDC.</p>
--	--	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p><b>Novembre 1998</b></p> <p><b>11.11</b> : 38t civils pris pour des rebelles tués par l'armée burundaise dans la commune de Mutambu.</p> <p>- Démenti par le président Buyoya de la présence de ses troupes en RDC.</p> <p><b>16.11</b> : Alourdissement du bilan des civils tués par l'armée (56 au lieu de 38 annoncés précédemment) et mise sur pied d'une commission d'enquête comprenant des représentants du bureau du premier vice-président, des ministères de la Justice, de la Défense et des Droits de l'homme.</p> <p>- Condamnation par le Conseil de sécurité de l'ONU des attaques perpétrées contre les civils.</p> <p><b>22.11</b> : Attaque rebelle dans les provinces de Bubanza et Makamba – Massacre de 29 personnes.</p> <p><b>23.11</b> : Déroulement de pourparlers entre partis à Bujumbura sur le processus de paix d'Arusha. Participation</p>	<p><b>02.11</b> : 34 personnes condamnées à des peines d'emprisonnement pour génocide et 11 acquittées par le tribunal de première instance à Nyamata.</p> <p><b>04.11</b> : Visite à Kigali de Mme Susan Rice, sous secrétaire d'État adjointe américaine aux Affaires africaines.</p> <p>- Le Rwanda sommé de reconnaître au cours d'une réunion de l'Union Européenne et de la SADC la présence de ses troupes en RDC afin de faciliter une solution négociée à la crise.</p> <p>- Transfert au TPIR à Arusha en Tanzanie depuis la Namibie de M. André Rwamabuka, ministre de l'Education au moment du génocide en 1994, inculpé de génocide et de crimes contre l'humanité.</p> <p><b>05.11</b> : Entretien à Kigali entre Mme Susan Rice et les rebelles congolais du RCD</p> <p><b>06.11</b> : Le général Kagame en visite en Afrique du Sud reconnaît la présence</p>	<p><b>01.11</b> : Entretiens à Lubumbashi entre le président Kabila et ses alliés Robert Mugabe du Zimbabwe et Sam Nujoma de Namibie.</p> <p><b>02.11</b> : Pourparlers de paix de Lusaka : le président Chiluba chargé de poursuivre les consultations régionales, accord de principe pour un cessez-le-feu et pour un « mécanisme » d'implication des rebelles dans sa mise en œuvre.</p> <p><b>04.11</b> : Nouvelle rencontre Kabila-Mugabe à Harare. Le président Dos Santos représenté par le ministre des Affaires étrangères.</p> <p><b>05.11</b> : Rencontre Mandela-Wamba dia Wamba, dirigeant rebelle, à Pretoria.</p> <p><b>07.11</b> : Les évêques catholiques recommandent la tenue d'une conférence internationale sur les Grands Lacs.</p> <p><b>10.11</b> : Ouverture par la rébellion d'un nouveau front dans la province de l'Equateur avec le Mouvement de Libération du Congo (MLC). Leader : Jean-Pierre Bemba, appui des militaires ougandais et rwandais.</p> <p><b>11.11</b> : Création d'un commandement militaire conjoint ougandais et rwandais dans l'est de la RDC.</p> <p><b>16.11</b> : L'Afrique du Sud accusée par la RDC de soutenir le RCD.</p>



<p>de 17 parties dont le gouvernement, l'assemblée nationale et les principaux partis politiques FRODEBU et l'UPRONA.</p> <p>- Demande de fonds pour le processus de paix pour le Burundi par la Fondation Nyerere aux bailleurs de fonds pour une période de 10 mois (estimés à 10 millions US\$).</p> <p><b>26.11</b> : Division de la province de Muramvya en deux nouvelles provinces : Muramvya et Mwaro.</p> <p>-Dénonciation par le Bureau du HCDH des conditions de détention à Ngozi et Mpimba.</p>	<p>des troupes rwandaises en RDC.</p> <p><b>10.11</b> : Confirmation par le gouvernement rwandais de la poursuite de son programme de libération des suspects de génocide sans dossier judiciaire en dépit des protestations des associations de rescapés.</p> <p><b>11.11</b> : Selon l'OCHA, environ 342.000 personnes sont déplacées dans la préfecture de Ruhengeri et environ 224.000 dans la préfecture de Gisenyi.</p> <p><b>13.11</b> : Le major Bernard Ntuyahaga, ex-FAR, accusé de l'assassinat du premier ministre Agathe Uwilingiyimana, plaide non coupable devant le TPIR.</p> <p><b>27.11</b> : 40 détenus meurent d'une maladie dans le prison centrale de Kigali.</p> <p>-Le Groupe International de Personnalités Eminentes de l'OUA entame ses travaux à Addis.</p>	<p><b>18.11</b> : Le président Kabila déclare depuis Luanda être prêt à discuter avec le Rwanda et l'Ouganda du retrait de leurs troupes.</p> <p>- Rencontre à Kampala entre les deux dirigeants de la rébellion au Congo, M. Wamba dia Wamba (RCD) et M. Bemba Jean-Pierre (MLC) pour s'accorder.</p> <p><b>20.11</b> : Publication par le Collectif des Organisations et Associations des Jeunes du Sud Kivu (COJESKI) d'un rapport sur les violations des droits de l'homme depuis le 2 août 1998.</p> <p><b>du 20 au 21.11</b> : Invitation des rebelles du RCD à la réunion de la SADC à Gaborone au Botswana.</p> <p><b>Du 22 au 28.11</b> : Voyage du président Kabila en Europe (Sommet franco-africain en France, visites en Italie et en Belgique).</p> <p>- En marge du sommet France - Afrique de Paris, convocation d'une réunion par M. Kofi Annan (ONU) et Blaise Compaore (OUA) entre les présidents congolais et ses collègues ougandais, rwandais et zimbabwéen.</p> <p><b>27.11</b> : Poursuite et arrestation au Kivu des signataires d'un plan de paix élaboré par la société civile du Sud-Kivu.</p> <p>29.11 : Escale du président à Tripoli en provenance du sommet France - Afrique.</p>
--	---	---

<b>BURUNDI</b>	<b>RWANDA</b>	<b>CONGO (R.D.)</b>
<p><b>Décembre 1998</b></p> <p><b>02.12</b> : Une attaque rebelle sur un camp de déplacés hutu dans la province de Bubanza près de Bujumbura fait 20 morts et 33 blessés.</p> <p>- Couvre-feu du crépuscule à l'aube sur certaines villes des provinces de Bururi et de Makamba et distribution d'armes à certaines parties de la population.</p> <p><b>04.12</b> : M. Julius Nyerere, médiateur des pourparlers de paix pour le Burundi prêt à proposer la suspension des sanctions régionales contre le Burundi.</p> <p><b>18.12</b> : Un nouveau rapport de l'ONU préparé par le bureau d'OCHA au Burundi montre les effets désastreux des sanctions sur les populations et plaide en faveur d'une intervention immédiate de la communauté internationale pour amener la paix.</p> <p>- L'OUA se joint au mouvement en faveur de la levée de l'embargo sur le Burundi lors de la clôture de ses travaux à Ouagadougou (Burkina Faso).</p> <p>- Lors de l'ouverture à</p>	<p><b>04.12</b> : Démission et fuite d'un membre du gouvernement rwandais, Mme Sebatware Panda suite à l'arrestation de ses frères soupçonnés de collaboration avec la rébellion hutu qui se bat dans le nord-ouest.</p> <p>- Relâchement de 76 suspects de génocide par les autorités de Kigali sur les 10.000 pour lesquels on manque de preuves ou dont les dossiers sont incomplets.</p> <p>- Annonce par les autorités de Kigali de la démobilisation de 3.600 soldats dans le cadre d'un projet financé par des bailleurs de fonds (réduction des effectifs à près de 25.000 hommes d'ici à l'an 2001).</p> <p><b>14.12</b> : L'ancien dirigeant de la milice Interahamwe, Omar Serushago reconnu coupable de génocide et de crimes contre l'humanité par le TPIR.</p> <p>16.12 : L'ONU et les États-Unis condamnés par le rapport de la mission parlementaire française pour ne pas avoir empêché le génocide rwandais en 1994.</p> <p><b>17.12</b> : Une assistance</p>	<p><b>01.12</b> : Déclaration de Jean-Pierre Bemba, chef d'une des factions rebelles, sur la poursuite des combats en dépit de la tentative de cessez-le-feu conclu à Paris le 28 novembre dernier.</p> <p><b>02.12</b> : Voyage à Kampala (Ouganda) du commandant Ondekane, un des chefs rebelles.</p> <p><b>09.12</b> : Cérémonies officielles organisées par le RCD à l'occasion de l'inhumation à Uvira de 70 Banyavyura présentés comme victimes de génocide de la part des FAC et amenés à Kalemie.</p> <p><b>10.12</b> : Dans le cadre du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, organisation à Kinshasa d'une série d'activités dont un séminaire de formation en droits de la personne et en droit humanitaire (Centre d'Assistance Judiciaire et d'Education civique et le bureau du HCDH).</p> <p><b>12.12</b> : Confirmation par le Zimbabwe de la mort de deux officiers haut gradés dans la guerre de la RDC.</p> <p><b>15.12</b> : Rencontre entre le président Museveni et deux des dirigeants de la</p>

<p>Arusha de la session de travail des trois commissions créées, condamnation par M. Julius Nyerere, médiateur du processus de paix au Burundi, des diverses parties impliquées dans le conflit pour avoir violé le cessez-le-feu.</p> <p><b>19.12</b> : Mise en garde du ministre de l'intérieur burundais contre l'insécurité persistante dans certaines régions du pays à cause des infiltrations des groupes armés en provenance de Tanzanie et de la RDC (recrudescence des attaques contre les camps de personnes déplacées, affrontements entre les insurgés et l'armée).</p> <p><b>24.12</b> : Organisation à Nairobi par une association burundaise, la Compagnie des Apôtres de la paix (CAP) d'un symposium sur la paix (paix interne, externe et conditions d'une paix durable).</p>	<p>humanitaire sollicitée pour les 500.000 personnes déplacées dans le nord-ouest du pays.</p> <p><b>18.12</b> : La veuve du président rwandais assassiné, Agathe Habyarimana, prête à comparaître devant le TPIR afin de répondre aux accusations portées contre elle.</p> <p><b>24.12</b> : Les conclusions du rapport de la mission parlementaire française sur le génocide de 1994 qualifié par le Rwanda d'« <i>exercice tendancieux de blanchiment</i> ».</p>	<p>rébellion, M. Wamba dia Wamba et Jean-Pierre Ondekane.</p> <p><b>17.12</b> : Participation du président Kabila au sommet de l'OUA à Ouagadougou (Burkina Faso).</p> <p>- Absence des présidents rwandais et ougandais à la clôture du sommet de Ouagadougou.</p> <p><b>24.12</b> : Nomination de nouveaux gouverneurs provinciaux par les rebelles dans les zones de l'est sous leur emprise. Norbert Bashengezi Katintima est nommé gouverneur du Sud-Kivu, Nestor Kiyimbi Mutangi gouverneur du Maniema et Leonard Kanyamuhanga Gafundi, gouverneur du Nord-Kivu.</p> <p>- Arrivée dans de nouveaux camps installés dans la plaine de la Ruzizi de quelques 130 familles de Banyamulenge déplacés originaires de Vyura.</p> <p>- Environ 3.000 réfugiés congolais en provenance de Rutshuru (est de la RDC) dirigés vers des colonies de réfugiés en Ouganda, selon le HCR.</p>
--	---	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p><b>Janvier 1999</b></p> <p><i>du 7 au 9.1</i> : Des violents combats ont opposé les groupes rebelles, principalement des Hutu, à l'armée régulière dans la province de Bujumbura rurale : 17 rebelles tués.</p> <p><i>13.1</i> : Le CNDD-FDD menace de compromettre le déroulement normal des pourparlers du processus de paix s'ils n'y sont pas impliqués.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Annonce par le médiateur du processus de paix que la décision concernant la participation du CNDD-FDD aux discussions sur le processus de paix au Burundi dépend des participants présents au pourparlers.</li> </ul> <p><i>16.1</i> : Selon le PAM, une distribution de nourriture et d'autres produits en faveur de 13.000 déplacés dans la préfecture de Bujumbura rurale interrompue par l'armée.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un nouveau rapport sur les sanctions contre le Burundi (Action</li> </ul>	<p><i>08.1</i> : Démission du ministre de la Justice, Faustin Nteziryayo, parti aux États-Unis.</p> <p><i>16.1</i> : Annonce du retour de plus de 2.000 Hutu rwandais de la région de Masisi (RDC) depuis le début de l'année.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite de la réinstallation des déplacés dans de nouveaux villages dans les préfectures de Ruhengeri (plus de 50% de la population) et de Gisenyi au nord-ouest du pays.</li> </ul> <p><i>19.1</i> : Déclaration par le ministre rwandais des Affaires étrangères, M. Anastase Gasana, de la signature par son pays de l'accord de cessez-le-feu conclu à Windhoek en Namibie entre cinq pays impliqués dans le conflit en RDC.</p> <p><i>22.1</i> : Déclaration de M. Patrick Mazimpaka, ministre à la Présidence, qu'un cessez-le feu ne pourra pas être</p>	<p><i>05.1</i> : Selon l'agence de presse missionnaire catholique (MISNA) un massacre aurait eu lieu dans un village à 15 km d'Uvira. Des volontaires de la Croix-Rouge se trouveraient parmi les victimes présumées.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les différends opposants les dirigeants de la rébellion Wamba dia Wamba et Lunda Bululu résolus à l'issue d'une rencontre avec de hauts responsables ougandais et rwandais.</li> </ul> <p><i>06.1</i> : Ouverture d'une enquête par le RCD sur le massacre d'environ 500 civils perpétré par ses troupes dans l'est du pays.</p> <p><i>07.1</i> : Rencontre entre les présidents Bizimungu et Chiluba dans le cadre des pourparlers de paix.</p> <p><i>09.1</i> : Un afflux de réfugiés de la RDC dans les pays voisins (Centrafrique et Ouganda) enregistré par le HCR (près de 5.000, surtout des femmes et des enfants).</p> <p><i>10.1</i> : Plus de 40 tués lors d'un bombardement aérien sur Kisangani.</p> <p><i>11.1</i> : Afflux de réfugiés congolais en Tanzanie (près de 20.350 dans des camps).</p> <p><i>12.1</i> : Rencontre à Bukavu entre l'archevêque de Bukavu, Mgr. Kataliko et le chef d'état-major de l'APR, Kayumba, accompagné des commandants de Cyanguu, de Kigali et de Bukavu.</p> <p><i>14.1</i> : Attaque surprise des Mayi-Mayi et occupation des communes de Kadutu et de Bagira; libération</p>

<p>Aid) en faveur de la levée de l'embargo.</p> <p><b>30.1</b> : Suspension des sanctions économiques contre le Burundi par les dirigeants d'Afrique centrale et de l'est (communiqué conjoint à l'issue du sommet régional d'Arusha en Tanzanie).</p>	<p>instauré avant trois ou quatre mois.</p> <p><b>30.1</b> : Le Premier ministre rwandais dément les allégations de l'Angola selon lesquelles son pays soutiendrait l'UNITA.</p> <p><b>31.1</b> : Le secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, accepte le principe d'une enquête indépendante sur le rôle de l'ONU lors du génocide au Rwanda.</p>	<p>des prisonniers à la prison centrale. Intervention des troupes rwandaises.</p> <p><b>15.1</b> : Six personnes tuées par des rebelles rwandais hutu, dont deux soldats du RCD à Rutshuru (Nord-Kivu).</p> <p><b>16.1</b> : Visite du président zambien Chiluba à Lubumbashi dans le cadre des pourparlers de paix en RDC. La participation effective du RCD présentée par le Rwanda, l'Ouganda et l'Afrique du Sud comme un préalable du progrès des pourparlers.</p> <p><b>15-16.1</b> : Tenue à Anvers d'une Conférence sur la crise en RDC, avec la participation d'une cinquantaine de représentants de la société civile, de politiciens et d'experts.</p> <p><b>17.1</b> : Deux chefs coutumiers d'Idjwi invités à Kigali par le général Kagame.</p> <p><b>18.1</b> : Accord de signature d'un cessez-le-feu par les 5 pays impliqués dans le conflit ainsi que le RCD.</p> <p><b>19.1</b> : Le RCD, invité par le Rwanda à signer l'accord conclu à Windhoek.</p> <p><b>22.1</b> : Le Premier ministre de la Namibie, M. Hage Geingob déclare que son pays souhaite se désengager vis-à-vis du conflit en RDC.</p> <p><b>30.1</b> : Restructuration du RCD. Refus du poste de vice-président par Z'ahidi Ngoma. Annonce de son intention de rejoindre le mouvement rebelle rival MLC de Jean-Pierre Bemba.</p>
--	--	---

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p><b>Février 1999</b></p> <p><b>08.2 :</b> La prochaine étape des négociations dans le processus de paix d'Arusha prévus pour le 8 mars 1999, d'après le porte-parole de la Fondation Nyerere, Mark Bomani.</p> <p><b>11.2 :</b> Selon le HCR, environ 5.000 réfugiés seraient arrivés en Tanzanie depuis août 1998; selon le CICR, environ 30.000 personnes seraient déplacées en province de Makamba, suite à des combats entre l'armée et la rébellion.</p> <p><b>13.2 :</b> Une réunion de la faction de l'UPRONA de Charles Mukasi interrompue par la police et les gendarmes à la demande de la faction rivale de Luc Rukingama, président par intérim.</p> <p><b>16.2 :</b> Demande d'une délégation parlementaire burundaise en visite à Kampala à leurs homologues ougandais de les aider à intégrer toutes les factions au processus de négociation de paix</p>	<p><b>05.2 :</b> Condamnation de l'ex-chef de la milice Interahamwe, Omar Serushago, à 15 ans d'emprisonnement par le Tribunal d'Arusha.</p> <p><b>08.2 :</b> Reprise à Arusha du procès de M. Georges Rutaganda, vice-président du mouvement Interahamwe.</p> <p>- Suite à un remaniement ministériel, le ministre des Affaires étrangères, Anastase Gasana remplacé par M. Amri Sued, ancien ambassadeur rwandais en Egypte. Un rescapé du génocide, M. Jean de Dieu Mucyo, nommé ministre de la Justice.</p> <p><b>11.2 :</b> La Banque Mondiale annonce un prêt de US\$ 75 millions.</p> <p><b>12.2 :</b> Trente cinq personnes soupçonnées de génocide, parmi lesquelles Mme Immaculée Nyirabizeyimana, présidente du Parlement sous le gouvernement de transition, relâchées faute de preuve par le Tribunal de Byumba.</p> <p><b>12.2 :</b> L'ancien ministre de l'Information, Eliezer Niyitegeka, suspect de génocide arrêté par la police kenyane et mis à la</p>	<p><b>01.2 :</b> Le ministre des Droits de l'homme, M. Léonard She Okitundu accusé d'être protutsi et menacé par les « Comités de pouvoir populaire » créés en janvier à l'initiative du président Kabila.</p> <p><b>11.2 :</b> Annonce d'ouverture à Goma d'une antenne du Bureau du Haut Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU (HCDH).</p> <p><b>13.2 :</b> Des négociations à Uvira permettent de désamorcer la tension entre les soldats banyamulenge du mouvement rebelle RCD et les forces rwandaises.</p> <p>- Affrontements signalés entre les Mayi-Mayi et la milice Interahamwe au Kivu (Ngweshe et Walungu).</p> <p><b>16.2 :</b> Visite de deux jours du président Kabila au Soudan (relations bilatérales et efforts de paix).</p> <p>- Arrivée à Kinshasa du rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme en RDC, M. Roberto Garreton. Des visites prévues à Lubumbashi et à Goma.</p> <p>- Les rebelles de l'est du pays accusés de vouloir restreindre les déplacements des civils congolais en fuite à Kigoma en Tanzanie.</p> <p><b>17.2 :</b> Appel du Conseil de</p>

<p>d'Arusha.</p> <p>- Décision des autorités burundaises et tanzaniennes de ramener la représentation diplomatique burundaise à Dar-es-Salaam au niveau de l'Ambassadeur.</p>	<p>disposition du TPIR.</p> <p><b>20.2</b> : Selon l'organisation OCHA au Rwanda, environ 650.000 personnes déplacées localisées dans le nord-ouest du Rwanda.</p> <p>- Deux anciens responsables rwandais suspectés de génocide (MM. Ignace Bagilishema, ancien bourgmestre et Casimir Bizimungu, ancien ministre de la Santé) mis à la disposition du TPIR après leur arrestation respectivement en Afrique du Sud et au Kenya.</p> <p><b>22.2</b> : Prestation de serment de trois nouveaux juges du TPIR (MM. Lloyd William de Jamaïque, Dionysios Kondylis de Grèce et Pavel Dolenc de Slovénie) dans le cadre d'un meilleur équilibre géographique et d'une meilleure représentation des principaux systèmes juridiques mondiaux.</p>	<p>sécurité de l'ONU à toutes les parties au conflit en RDC à arrêter les combats et à régler les différends par des moyens démocratiques.</p> <p><b>20.2</b> : Rencontre entre M. Aldo Ajello, envoyé spécial de l'Union Européenne pour la région des Grands Lacs avec le président ougandais Museveni à Kampala dans le cadre des pourparlers de paix en RDC.</p> <p><b>25.2</b> : Dans le cadre du processus de paix en RDC, tenue d'une conférence au sommet à Yaoundé (Cameroun) financée par l'ONU et organisation des visites de dignitaires africains d'autres pays dans diverses capitales de l'Afrique centrale et de l'est.</p> <p><b>26.2</b> : Au terme de son séjour en RDC, appel de M. Roberto Garreton à l'Occident en faveur des personnes d'origine tutsi détenues à Kinshasa et dans d'autres régions de la RDC avec la collaboration des autorités officielles du pays.</p> <p><b>29 et 30.2</b> : Organisation à Montréal au Canada d'une Conférence pour la paix durable et le développement démocratique en RDC sous l'égide du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique (CIDPDD) en collaboration avec quelques organisations congolaises.</p>
---	---	---

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p><b>Mars 1999</b></p> <p><b>05.3 :</b> Annonce par une mission inter-agence dirigée par l'OCHA dans les communes de Rugazi et Musigati (province de Bubanza) de l'affluence des déplacés dans les sites de la région en provenance de la forêt de Kibira et de la province voisine de Muramvya.</p> <p><b>10.3 :</b> Reprise des pourparlers de paix sur le Burundi à Arusha en Tanzanie. En marge de la rencontre, organisation par la Fondation Nyerere d'un atelier de deux jours à l'intention des délégués sur la gestion des conflits et les techniques de négociation de paix, en collaboration avec une équipe de médiateurs internationaux.</p> <p><b>16.3 :</b> A l'issue de la dernière série de pourparlers en commissions, le médiateur de la paix au Burundi, l'ancien président tanzanien Nyerere, a exhorté les délégués aux pourparlers d'accélérer leurs travaux.</p>	<p><b>05.3 :</b> La Commission de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale réunie à Genève préoccupée par les conditions de détention dans les prisons surpeuplées du Rwanda et par la lenteur des procédures judiciaires.</p> <p><b>12.3 :</b> Annonce par le Bureau du Coordinateur humanitaire de l'ONU à Kigali de la fin de l'opération de transfert des déplacés au titre du processus de réinstallation groupée dans le nord-ouest (opération <i>imidugudu</i>) et du démantèlement de presque tous les camps de déplacés.</p> <p><b>18.3 :</b> M. Bernard Ntuyahaga, suspect inculpé de génocide relaxé par le TPIR faute de preuve. Réaction négative du ministre rwandais des Affaires étrangères, Amri Sued, et du ministre belge de la Justice.</p> <p><b>20.3 :</b> Le Premier Ministre rwandais, Pierre-Célestin Rwigema dément les accusations sur son éventuelle implication dans le génocide de 1994 (accusations qualifiées</p>	<p><b>01.3 :</b> Déclaration par le président Mugabe à l'issue du sommet des chefs d'État des pays alliés de la RDC du renouvellement de leur soutien au président Kabila.</p> <p><b>02.3 :</b> Le Soudan dément les informations sur l'envoi de troupes en RDC.</p> <p><b>05.3 :</b> Campagne de recherche par les forces rwandaises et ougandaises dans le nord-est de la RDC des 150 miliciens interahamwe accusés du massacre de 4 Ougandais et 8 touristes anglais, américains et néo-zélandais.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Demande d'aide lancée par le RCD pour contrôler le parc de Virunga (refuge de miliciens interahamwe et des ex-FAR).</li> <li>- Appel des autorités de Kinshasa à une enquête internationale afin d'identifier les auteurs présumés de l'assassinat des 12 personnes (ougandais et touristes occidentaux) au parc de Virunga.</li> <li>- Selon l'agence missionnaire de presse MISNA, plus de 100 personnes tuées par les rebelles du RCD dans la région de Kamituga (Kivu) suite à une attaque perpétrée par la milice Mayi-Mayi sur un convoi.</li> </ul> <p><b>12.3 :</b> Expulsion de la RDC de 5 diplomates britannique et d'un ressortissant américain</p>



<p><b>27.3</b> : Selon le Bureau d'OCHA au Burundi, les conditions de sécurité dans Bujumbura rurale qualifiées de « hautement instables » (affrontements quotidiens entre troupes régulières et groupes armés).</p> <p>- L'Union Européenne préoccupée par les violences continues entre les rebelles et les forces de sécurité les exhorte à cesser les actes de violence.</p> <p><b>28.3</b> : M. Nyerere, médiateur des pourparlers de paix sur le Burundi juge inopportune la tenue des négociations à Bujumbura en dépit des pressions des autorités burundaises « <i>compte tenu du niveau des pourparlers et de la sécurité dans le pays</i> ».</p>	<p>« <i>d'ordre purement politiques</i> »).</p> <p><b>22.3</b> : Annonce par les autorités de Kigali de l'arrestation de M. Eustache Nkerinka, député hutu soupçonné d'avoir encouragé la persécution de la communauté tutsi avant le génocide de 1994.</p> <p><b>27.3</b> : Proposition du secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan au Conseil de sécurité d'une enquête indépendante sur tout ce que l'ONU a fait durant le génocide de 1994.</p> <p>- Plus de 5.000 réfugiés récemment retournés au Rwanda par Gisenyi venant de la RDC, des femmes et des enfants pour la plupart.</p> <p>- Annonce de la démission de M. Dionysios Kondylis (Grèce), l'un des 3 nouveaux juges du TPIR.</p> <p>- Décision par le PNUD et le HCR de prolonger le mandat de la "Joint Reintegration Programming Unit" (Unité de programmation commune pour la réintégration) pour le Rwanda jusqu'à la fin de 1999.</p> <p><b>29.3</b> : Organisation des élections à l'échelon des cellules et des secteurs (représentants locaux).</p>	<p>travaillant pour le ministère des Affaires étrangères accusés d'espionnage.</p> <p>- Visite en Zambie du président Kabila.</p> <p>- Ouverture à Goma d'un Bureau humanitaire sous la direction de l'UNICEF avec un représentant du Bureau du Haut Commissariat pour les droits de l'homme.</p> <p><b>15.3</b> : Annonce de la formation d'un nouveau gouvernement dit « <i>de combat, pour gagner la guerre</i> ». M. Bemba Saolona, père de Jean-Pierre Bemba, chef de l'une des branches rebelles, nommé ministre de l'Economie et de l'industrie.</p> <p>-Nomination par le RCD d'un ancien général de Mobutu, Célestin Ilunga à la tête des opérations militaires du mouvement rebelle.</p> <p><b>19.3</b> : La situation en RDC longuement débattue par le Conseil de sécurité de l'ONU.</p> <p><b>24.3</b> : La communauté internationale accusée par le président Mugabe à l'Assemblée générale de l'ONU de « <i>conspiration du silence</i> » (tolérance vis-à-vis du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi et critiques virulentes à l'endroit de la RDC)</p> <p><b>25.3</b> : Condamnation de la recrudescence de la violence dans le Kivu par M. Garretton, rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'homme en RDC.</p>
---	---	---

ANNEXE 8. CHRONOLOGIE AVRIL 1998 – MARS 1999